

Affaire suivie par :  
Mme MAXCH-TERRADE  
Réf : DCLC/BRGE/2022  
Tél. : 04.66.36.43.04  
[courriel : isabelle.maxch@gard.gouv.fr](mailto:isabelle.maxch@gard.gouv.fr)

NIMES, le 13 mai 2022

**ARRETE N° 30-2022-05-13-000014**

portant renouvellement de la commission de suivi de site (CSS)  
dans le cadre du fonctionnement de la société SYNGENTA Production France SAS sur les  
communes d'Aigues-Vives, Mus et Gallargues-le-Montueux

La préfète du Gard,  
Officier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite,

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L125-2, L125-2-1, L515-8,  
R125-8-1 à R125-8-5 et D125-29 à D125-34 ;

**VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et  
au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

**VU** le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-270-4 du 27 septembre 2005 modifié portant  
création d'un comité local d'information et de concertation autour du site industriel  
constitué par la société SYNGENTA Production France SAS sur les communes d'Aigues-  
Vives, Mus et Gallargues-le-Montueux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014260-0001 du 17 septembre 2014 portant création  
de la commission de suivi de site (CSS) dans le cadre du fonctionnement de la société  
SYNGENTA Production France SAS sur les communes d'Aigues-Vives, Mus et Gallargues-  
le-Montueux ;

**VU** les consultations pour la désignation des membres titulaires et suppléants  
des différents collèges ;

**VU** les désignations en réponse ;

**CONSIDERANT** que le mandat des membres de cette commission est arrivé à  
échéance et qu'il convient de procéder au renouvellement de cette instance ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Gard ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er : renouvellement de la commission de suivi de site**

La commission de suivi de site (CSS) prévue à l'article L. 125-2-1 du code de l'environnement, autour des installations de la société SYNGENTA Production France SAS, sise sur la commune d'Aigues-Vives, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation avec servitudes (AS), est renouvelée.

**ARTICLE 2 : Composition de la commission**

La commission de suivi de site visée à l'article 1<sup>er</sup> est composée comme suit :

**Collège « Administrations de l'Etat » :**

La préfète du Gard, ou son représentant,  
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, ou son représentant,  
Le directeur du service départemental d'incendie et de secours, ou son représentant,  
Le chef du service interministériel de défense et de protection civile, ou son représentant,  
Le Directeur départemental des territoires et de la mer, ou son représentant,  
Le directeur départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Gard, ou son représentant.

**Collège des « Elus de collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés » :**

<b>Collectivités</b>	<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
Commune d'Aigues-Vives	M. Jacky REY	Mme Magali PRADEILLE
Commune de Mus	M. Patrick BENEZECH	M. Philippe POUJOL
Commune de Gallargues-le-Montueux	M. Freddy CERDA	M. Jean-Claude BOUAT
Communauté de communes Rhône Vistre Vidourle	M. Angel POBO M. Vincent COSTE	Mme Emeline HUBERT Mme Brigitte MIRANDE
Conseil départemental	Pascale FORTUNAT- DESCHAMPS	Mme Valérie GUARDIOLA

**Collège des « Riverains d'installations classées pour lesquelles la commission a été créée ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée » :**

Associations ou riverains	Titulaires	Suppléants
Société de Protection de la Nature	M. Jean-François GOSSELIN	
Association de la protection du cadre de vie Lédenon	M. Christian CAMELIS	Mme Jacqueline BIZET
Riverains	M. Olivier DOUARD M. Hubert DURAND M. Serdan GEORGES M. Philippe PERRET	M. Denis GOELLNER M. Claude BONFILS Mme Alexandra BRUGUIER

**Collège « Exploitants d'installations classées pour lesquelles la commission a été créée ou organismes professionnels les représentant » :**

Titulaires	Suppléants
Mme Nadia SCHUE, Directrice de site	M. Bruno BARDELETTI, chef d'atelier maintenance
M. Christophe GIGON, responsable service Hygiène, Sécurité, Environnement et Sureté	M. Jean-Rémy GRELU, ingénieur Hygiène Sécurité
M. Sylvain HADJ, responsable service Environnement	M. Christophe HENIN, Responsable Logistique
Mme Caroline JEAN, responsable service Qualité	M. Olivier PANSANEL, chargé de Sécurité
Mme Virginie MADEIRA, responsable Amélioration Continue	M. Eric WARNERY, manager de Production
M. Sylvain MAGNAUDEIX, responsable du service Ingénierie	

**Collège « Salariés de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée » :**

Titulaires	Suppléants
Mme Solenne GOUTORBE, Trésorière du CSE et membre du CSSCT	M. Sylvain ESPAZE, membre du CSE et membre de la CSSCT
M. Didier HERMELLE, Secrétaire du CSE , délégué du personnel et membre du CSSCT	M. Jean-Marie POISSONNOT, membre du CSE

M. Laurent MARTORANA, membre du CSE et délégué du personnel	
M. Mathieu MOUTON, Trésorier adjoint du CSE et délégué du personnel	
M. Laurent VERRIEUX, membre du Comité d'établissement	
M. Pascal ZARAGOZA, secrétaire adjoint du CSE et secrétaire de la CSSCT,	

### **ARTICLE 3 : Président et composition du bureau**

Le président de la commission est membre de l'un des collèges. Il est désigné par la commission lors de sa première réunion.

La première réunion est présidée par le Préfet ou son représentant.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges.

### **ARTICLE 4 : Durée du mandat**

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Chaque membre peut mandater l'un des membres de la commission pour le remplacer en cas d'empêchement. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, est remplacé pour la durée du mandat restant à couvrir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

### **ARTICLE 5 : Fonctionnement de la commission**

En application de l'article R125-8-3 du code de l'environnement, la commission a pour mission de :

1. créer entre les différents représentants des collèges mentionnés à l'article 2, un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement ;
2. suivre l'activité des installations classées de la société SYGENTA, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
3. promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

La commission est, à cet effet, tenue régulièrement informée :

1. des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;
2. des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations, et notamment de ceux mentionnés à l'article R512-69 du code de l'environnement.

Chaque exploitant peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Sont exclues des éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'acte de malveillance.

La commission met annuellement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

En application de l'article R. 125-8-4 du code de l'environnement, les modalités de vote sont arrêtées comme suit :

- **1 voix** par membre du collège « Administrations de l'Etat » ;
- **1 voix** par membre du collège des « Elus de collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés » ;
- **1 voix** par membre du collège des « Riverains d'installations classées pour lesquelles la commission a été créée ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée » ;
- **1 voix** par membre du collège « Exploitants d'installations classées pour lesquelles la commission a été créée ou organismes professionnels les représentant » ;
- **1 voix** par membre du collège « Salariés de l'installation classée pour laquelle la commission est créée ».

Le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

#### **ARTICLE 6 : Réunion**

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau. L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours avant la date à laquelle se réunit la commission. Ces documents sont communicables au public dans les conditions prévues au chapitre IV du titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence.

#### **ARTICLE 7 : Expertise**

La commission peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés.

L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article R512-7 du code de l'environnement relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

#### **ARTICLE 8 : Bilan**

La société SYNGENTA adresse au moins une fois par an à la commission un bilan qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié ;
- les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- la mention des décisions individuelles dont les installations ont fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement depuis leur autorisation.

La commission fixe la date et la forme sous lesquelles les exploitants lui adressent le bilan.

#### **ARTICLE 9 : Collectivités**

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour des installations de la société SYNGENTA.

La commission fixe la forme sous laquelle ces informations lui sont adressées.

#### **ARTICLE 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture du Gard est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard et dont une copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site.

La préfète,

Pour la Préfète,  
la Sous-Préfète,  
secrétaire générale adjointe  
Chloé DEMEULENAERE